



MINISTÈRE
DE LA CULTURE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARCHIVES
NATIONALES



Bourses de recherche des Archives nationales et de la Société des Amis des Archives de France

Règlement

Présentation

Les Archives nationales, en partenariat avec la Société des Amis des Archives de France, proposent chaque année deux bourses (une de niveau Master II et une de niveau doctorat) pour des étudiants ayant l'intention de réaliser leurs travaux universitaires en exploitant des fonds d'archives conservés aux Archives nationales. La préférence ira aux travaux mobilisant les sources proposées par les Archives nationales (cf. annexe).

Fonctionnement

Le montant de la bourse s'élève en 2026 à 1 500 euros pour un mémoire de master et à 2 500 euros pour une thèse. Cette bourse est destinée à faciliter la découverte et l'accès à des fonds conservés aux Archives nationales.

Calendrier

Archives nationales fin mai 2026 : communication sur l'offre de bourses

Étudiant(e) 24 juillet 2026 : date limite de réception des candidatures (à envoyer aux deux adresses Contact mentionnées ci-dessous)

Archives nationales et étudiant(e) : 14-29 septembre 2026 : entretien en visio-conférence avec les candidat(e)s présélectionné(e)s

Archives nationales 1^{er} octobre 2026 : notification des résultats

Étudiant(e) 16 octobre 2026 : confirmation du projet par le candidat/la candidate et envoi de la copie de sa carte d'étudiant(e) accompagnée d'une lettre de l'enseignant(e)

SAAF fin octobre 2026 : versement de la bourse

Sélection des candidats

Un jury composé de représentants des Archives nationales et de la SAAF procédera à l'analyse des candidatures.

Qui peut candidater ?

Tout étudiant(e), de nationalité française ou étrangère, sans condition d'âge, engagé(e) ou qui a l'intention de s'engager dans un projet de recherche auprès d'un(e) professeur(e) d'université dans le cadre d'un Master II ou d'un doctorat.

Pièces du dossier de candidature

- Un curriculum vitæ ;
- Un résumé en 2 pages maximum du projet de recherche présentant la problématique retenue, accompagné d'une bibliographie ;
- La liste des cotes d'archives utilisées dans le cadre de la recherche ;
- Un projet d'utilisation de la bourse allouée (financement des trajets, de nuitées...), présenté sous forme de tableur ;
- Un courrier du directeur de recherche recommandant l'étudiant(e) et validant le projet ;
- Une copie de la carte d'étudiant en cours de validité et du dernier diplôme obtenu ;
- Une lettre d'engagement du candidat,
 - à transmettre aux Archives nationales et à la SAAF le résultat de ses recherches sous la forme d'un mémoire validé au format papier et au format électronique,
 - à porter sur le mémoire et toute publication le logo des Archives nationales et de la SAAF et la mention « avec le concours des Archives nationales et de la Société des Amis des Archives de France »,
 - à informer les deux institutions en cas de publication ;
- En cas d'abandon, de non-soutenance du Master II ou du doctorat ou de non-fourniture du mémoire, le candidat s'engage à rembourser l'aide perçue ;
- Un RIB. Les candidats domiciliés dans une banque non française devront avant de candidater s'assurer auprès de leur banque qu'un versement par RIB est possible, sans entraîner de frais supplémentaires.

Tout dossier incomplet à la date limite indiquée de dépôt de candidature sera rejeté et ne sera pas examiné.

Contact

Archives nationales | impsri.an@culture.gouv.fr

SAAF | saaf.france75@gmail.com

ANNEXE

Sources proposées pour les travaux de recherche

Les propositions sont organisées alphabétiquement par thème.

Architecture postale

Riche de plus de 2,6 kilomètres linéaires, le fonds des Postes et Télécommunications conservé aux Archives nationales couvre les activités de ce ministère principalement pour les périodes du XIX^e et XX^e siècles.

Il permet notamment d'étudier la construction et l'architecture des très nombreux bâtiments relevant de l'administration postale, sur l'ensemble du territoire. Il permet ainsi de documenter une large typologie d'édifices : ministère des PTT, hôtel des postes, bureau de poste, recette principale, caisse d'épargne, central téléphonique et ses commutateurs, central télégraphique, centre de tri postal, centres financiers (centres de chèques postaux), centre émetteur radioélectrique de TSF, centre de télécommunications spatiales et radôme, relais hertzien, logement de fonction...

Lien vers le guide des sources de l'architecture postale : https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_058872

Art- les exportations d'œuvres d'art

Dans le contexte d'intensification des recherches de provenance relatives aux œuvres d'art, au mobilier historique, aux objets ethnographiques ou aux artefacts archéologiques, ont été répertoriées dans un seul instrument de recherche toutes les sources - émanant de divers producteurs - relatives au contrôle des exportations d'œuvres d'art.

Si les préoccupations concernant la protection du patrimoine mobilier susceptible de quitter le territoire national ont commencé à se faire jour à la fin du XIX^e siècle, une première législation est seulement mise en place après la Première Guerre mondiale (loi d'ailleurs rapidement abrogée en 1921). La promulgation d'une nouvelle loi en 1941 souligne, si besoin était, que les conflits armés sont éminemment propices, sinon au trafic illicite du moins aux mouvements incontrôlés de biens culturels.

Lien vers l'instrument de recherche : https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/rechercheconsultation/consultation/ir/consultationIR.action?colnslr=&frontlr=&optionFullText=&fullText=&defaultResultPerPage=&irId=FRAN_IR_061754&formCaller=GENERALISTE&gotoArchivesNums=false&auSeinIR=false&details=true&page=&udId=root

Cartes- collection cartographique constituée par les Condé aux XVII^e-XVII^e siècles

Les Archives nationales (site de Paris, principalement) conservent la trace d'une importante collection cartographique constituée par les Condé aux XVII^e-XVII^e siècles.

Divers éléments, notamment matériels (baguettes ornées, reliures, cartouches, armoiries, etc.) permettent d'identifier dans les sous-séries CP/N (plans) et CP/NN (cartes) ces documents cartographiques provenant des Condé aux XVII^e et XVIII^e s. Un catalogue de ces cartes et plans pourrait être établi par l'examen des inventaires – qui, parfois, indiquent une provenance, notamment pour les inventaires XIX^e s., et/ou qui signalent des restitutions aux Condé – et par l'examen des documents eux-mêmes (une première liste de repérage peut être fournie, notamment en CP/N/IV).

Pour constituer ce catalogue, il y aurait notamment à identifier les documents complémentaires au sein des articles cotés en CP/N/I, CP/N/II, CP/N/III et CP/N/IV entre lesquels des liens peuvent être établis *via* les dates, les auteurs, les graphies. Les liens pourraient être faits aussi avec les dossiers conservés aux AN, sans doute en séries K, KK (Monuments historiques, papiers des princes du sang) ou R (papiers domaniaux séquestrés, dont R3, Conti).

Ce catalogue devrait s'enrichir aussi de la liste des documents cartes et plans conservés au musée château de Chantilly (rendus en 1814/1815 et après), et peut-être à la BnF (?). Il s'agit là d'un enjeu majeur de reconstitution d'un fonds aujourd'hui dispersé et de compréhension de son histoire.

Les enjeux ultérieurs de ce travail de catalogage – non forcément à *tous* traiter – pourraient être l'étude :

- de la constitution de ces documents par/pour les Condé dans le *contexte* de la mise en place d'une cartographie administrative et scientifique sous l'impulsion de J.-B. Colbert à partir des années 1670 ; et plus tard avec le développement de la cartographie domaniale dans le cadre du relèvement des droits seigneuriaux
- de leur esthétique
- de leur usage
- etc.

Tout cela pouvant se faire à travers ce qui pourrait être indiqué dans les dossiers comptables des Condé (embauche des cartographes, paiements pour les baguettes et les reliures, etc.), dans d'éventuels inventaires anciens de leur fonds de cartes et plans, dans les archives des notaires (pour l'éventuelle embauche de cartographes et de leurs aides), etc. Outre les fonds du département du Moyen-Âge et de l'Ancien Régime, le Minutier des notaires et les fonds privés des AN pourraient être une ressource.

Drogues- lutte contre les stupéfiants

Dossiers d'affaires de stupéfiants (série 15234) (1941-1983) : https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_060916

Dossiers d'affaires relatifs aux trafics et usages de stupéfiants signalés par la préfecture de police de Paris (série 15265) (1939-1971) : https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_060693

Économie, commerce et industrie

Les archives du commerce et de l'industrie, en sous-série F12, ont déjà été exploités par les chercheurs mais leur richesse (dès le XVIII^e siècle) est loin d'être épuisée par ces travaux. Des chantiers d'amélioration de la description de certains de ses ensembles (menés pour certains dans le cadre de l'exposition *Made in France*, sur l'industrie textile, ou bien sur les brevets d'invention) sont en cours et pourraient déjà servir de base à des recherches transversales, par exemple un travail sur les femmes et l'industrie au XVIII^e siècle (plutôt pour un mémoire de master que pour un doctorat).

Il reste à souligner que la sous-série F/12 ne peut cependant pas se suffire à elle-même et nécessite que le chercheur consulte d'autres sources, notamment aux archives départementales, en fonction de la focale de son sujet.

Liens vers l'inventaire général de la sous-série (en 3 parties) :

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_000185

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_000379

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_005147

Quelques inventaires ou fiches d'orientation thématiques :

- L'industrie sidérurgique à la fin du XVIII^e siècle : https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/mm/media/download/FRAN_ANX_013069.pdf
- Les expositions (dont expositions universelles) : <https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/cms/content/helpGuide.action?uuid=6eab4889-d29b-403e-9e56-fe3a2c18a70e&version=3&preview=false&typeSearch=&searchString=>
- Les inventions : https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_057993
- Les missions commerciales : https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_027900

Pour le XX^e siècle, la sous-série F/12 est prolongée par les versements du ministère de l'industrie, dans la série continue. Ils permettraient d'aborder plusieurs champs de recherche.

Un premier axe concerne les modalités d'intervention de l'État dans le champ économique, qu'il s'agisse du pilotage des politiques industrielles, du suivi des entreprises et des secteurs, ou encore de l'organisation et de la régulation du secteur touristique.

Un deuxième axe porte sur les dynamiques de transformation économique et territoriale, qu'il s'agisse des restructurations industrielles ou, dans le champ du tourisme, des logiques d'aménagement, de développement des territoires et de construction de l'attractivité.

Enfin, un troisième axe s'intéresse à la fabrique administrative de l'action publique, à travers la production de savoirs (enquêtes, statistiques, études) ainsi que les processus de décision au sein des administrations.

Ces pistes restent volontairement larges et ouvertes, et ne sont qu'une indication destinée à nourrir la réflexion.

À noter que les archives du ministère de l'Économie, qui a régulièrement eu la tutelle de l'industrie, relèvent du Service des archives économiques et financières, installé à Savigny-le-Temple.

Éducation- recherche pédagogique

Des archives du Musée pédagogique, fondé en 1879 par Jules Ferry, à celles de l'Institut national de recherche pédagogique (INRP), établissement public dissout en 2010, les sources sont nombreuses pour écrire l'histoire de la recherche pédagogique en France depuis la fin du XIX^e siècle (enseignement des différentes disciplines, méthodes d'apprentissage, activités didactiques, comportements des élèves, etc.).

Un état des fonds de l'INRP et de ses prédécesseurs recense l'ensemble des instruments de recherche disponibles aux Archives nationales : https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_059744.

Pour chaque institution, sont décrites ici les archives issues des fonctions administratives (instances, immobilier, finances, ressources humaines, etc.), puis celles qui ont été produites dans le cadre des activités de recherche de l'INRP et de ses prédécesseurs (enquêtes, formations, manifestations scientifiques, publications, etc.).

Environnement- histoire environnementale

Qu'il s'agisse des archives de l'agriculture, des mines ou encore de l'urbanisme, l'ensemble des fonds conservés aux Archives nationales, au-delà des seuls documents issus du ministère de l'environnement, de création très récente (1971), sont susceptibles de nourrir une recherche dans ce champ historiographique très actuel.

Une fiche d'orientation présente, pour l'ensemble des fonds de Archives nationales, quelques pistes à suivre pour des recherches dans ce domaine.

Lien : <https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/cms/content/helpGuide.action?uuid=c5347a99-fe6c-4815-8988-0a76a49e0877&version=2&preview=false&typeSearch=&searchString=>

Une étude intéressante serait à mener sur les archives de la délégation à la qualité de la vie (DQV), créée en 1976 et chargée de mettre une charte de la qualité de la vie intégrant notamment la dimension environnementale, l'amélioration du cadre de vie, l'urbanisme, la lutte contre les nuisances.

La DQV avait un prédécesseur, la Mission de l'environnement rural et urbain entre 1971 et 1978. Ses héritiers ont été divers après le début des années 1990, les missions ont été reprises par différents directions.

L'action de la DQV est peu connue et mériterait d'être un peu plus mise en lumière.

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_009219

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_027283

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_005907

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_009218

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_009220

Femmes – histoire des femmes/histoire du genre

Marie d'York, reine de France

Marie d'York (1496-1533), sœur du roi Henri VIII, fut une éphémère reine de France. Veuve quelques semaines seulement après cette union, Marie rentre en Angleterre et épouse en secondes noces Charles Brandon, duc de Suffolk. Si cette 2e partie de la vie de Marie est relativement bien connue, les quelques semaines où elle fut reine de France (9 octobre 1514-1er janvier 1515) le sont bien moins, même si certains voient en elle la mystérieuse « dame à la Licorne » de la tapisserie conservée au musée du Moyen-Âge et des Thermes de Cluny.

Les Archives nationales conservent un petit dossier très intéressant concernant cette union diplomatique, rassemblant les documents préparatifs du mariage, pouvoirs donnés par Henri VIII à ses ambassadeurs, contrat de mariage, procurations, règlement du douaire..., mais aussi les différents inventaires des biens apportés par la princesse : meubles, bijoux, toilettes, équipages et harnachements « de drap d'or et de velours cramoisy », à voir en J//650 et J//920-923), en K//77 et suiv. et KK//86-89. Ces documents permettent de proposer un sujet de recherche pour un Master1 ou 2 centré sur les quelques mois entourant l'union de Louis XII et de Marie d'York, ou un sujet de thèse, plus large, sur la figure de cette reine dont l'histoire du mariage français serait l'un des chapitres.

Les femmes dans l'administration préfectorale

Plusieurs types de sources sont disponibles :

Dossiers de carrière du corps préfectoral : [Dictionnaire biographique des préfets 1880-1982](https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_001514) https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_001514 ; [Dictionnaire biographique des préfets depuis 1982](https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/rechercheconsultation/consultation/ir/consultationIR.action?irId=FRAN_IR_060133) https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/rechercheconsultation/consultation/ir/consultationIR.action?irId=FRAN_IR_060133 ; [Dossiers de carrière des hauts-fonctionnaires du ministère \(sous-préfets, administrateurs civils, inspecteurs\) depuis 1945](https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_060556) https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_060556

Jeu de données Préfets et préfètes en [open data](https://data.culture.gouv.fr/explore/dataset/prefets-et-prefetes-francais-depuis-1800/information/?disjunctive.poste+en+departement&refine.sexe=f%C3%A9minin) <https://data.culture.gouv.fr/explore/dataset/prefets-et-prefetes-francais-depuis-1800/information/?disjunctive.poste+en+departement&refine.sexe=f%C3%A9minin>

Requêtes Wikidata : [préfètes](#) ; [sous-préfètes](#).

Justice- les dossiers de pourvoi en cassation en matière criminelle

Fonds de dossiers de pourvoi en cassation en matière criminelle (1870-1890) couvrant tout le territoire national (métropole et empire colonial). À noter : beaucoup de dossiers relatifs à des procédures contre des Communards, de nombreux dossiers de procédures concernant l'Algérie, source qui permet de pallier en partie la disparition des fonds des tribunaux, des affaires de presse, de falsification alimentaire ou industrielle, d'agressions sexuelles à divers degrés. Les recherches peuvent se faire par juridiction, type de crime, patronyme, peines...

Une grande partie est inédite : seuls quelques arrêts faisant jurisprudence (moins de 10 %) sont publiés au Bulletin de la Cour, les rapports des conseillers, résumant le fonds de l'affaire et surtout les éléments de procédure, sont totalement inédits, de même que les pièces annexes (pourvoi, mémoires, etc.).

Instruments de recherche :

- [Pourvois formés entre avril 1871 et mai 1873](#) ;
- [Pourvois formés entre mai 1873 et octobre 1877](#) ;
- [Pourvois formés entre octobre 1877 et décembre 1880](#) ;
- [Pourvois formés entre janvier 1881 et décembre 1883](#) ;
- [Pourvois formés entre janvier 1884 et décembre 1885](#) ;
- [Pourvois formés entre janvier 1886 et décembre 1887](#) ;
- [Pourvois formés entre janvier 1888 et décembre 1889](#) ;
- [Pourvois formés entre 1890 et 1910](#).

Justice – Crimes contre l'humanité – Constitution d'archives audiovisuelles

Depuis la décision de Robert Badinter de constituer des archives audiovisuelles de la Justice le 11 juillet 1987, 33 procès ont été enregistrés intégralement, sans coupure, sans ajout. Ces archives brutes qualifiées dans la loi d'historiques témoignent de l'entrée des caméras dans les audiences judiciaires alors qu'il est par ailleurs toujours interdit de photographier, filmer ou capter le son des procès. Les procès qui ont été enregistrés sont des procès hors normes, pour la plupart devant des cours d'assises, d'acteurs de la Shoah, de la dictature chilienne, d'un scandale sanitaire, d'un scandale industriel, de crimes contre l'humanité (Rwanda, Syrie, RDC, Libéria) et d'attentats terroristes djihadistes.

La diversité des espaces de jugements, des lieux de crimes, des époques et des cultures montre l'évolution juridique et la façon dont on peut filmer des procès. Filmer renforce la transparence des débats et joue ainsi un rôle important dans la vie démocratique. L'image permet de donner à voir le comportement des protagonistes, acteurs aux fortes personnalités, accusés et témoins, juges et procureurs généraux, avocats de la défense et avocats des parties civiles. Au fil des

audiences, ils permettent d'approfondir la compréhension des événements, des parcours de vie, des prises de conscience et des coups de théâtre qui en forment la dramaturgie. Grâce aux archives filmées, ces procès à haute valeur historique ouvrent un vaste champ de recherche pour réfléchir sur l'acte de juger et de filmer comme conditionnant l'acte de regarder et de faire histoire.

Lien vers l'état sommaire de tous les procès conservés aux Archives nationales : https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_062171

Marine- histoire de la mer et de la marine marchande

Les fonds de la marine marchande, distincts à partir de la fin du XIX^e siècle des fonds de la marine militaire, gérés par le Service historique de la Défense, constituent un ensemble encore peu exploité par les chercheurs, malgré leur intérêt pour une histoire de la mer et des marins à l'époque contemporaine.

Parmi les champs sur lesquels ces archives fourniront une matière d'étude précieuse aux chercheurs et chercheuses, peuvent être mentionnés :

- l'histoire sociale et économique des gens de mer et des communautés professionnelles liées, notamment sur la navigation et la pêche, mais aussi sur l'activité des ports : réglementation du travail, évolution de la formation professionnelle et des métiers, santé et protection sociale, mutations économiques et techniques, mouvements sociaux, etc. ;
- l'histoire du territoire côtier et des activités humaines en lien avec la mer : aménagement et transformation des ports et du littoral, délimitation du domaine maritime, déploiement de moyens contre la pollution des mers, etc. ;
- l'histoire des techniques et des transports : développement des grandes liaisons maritimes intercontinentales, actions pour contrer les dangers de la mer comme le développement du sauvetage, contrôle technique des navires, recherche scientifique et exploration des mers par exemple ;
- l'histoire des politiques publiques en direction du monde maritime et leur visibilité plus ou moins forte selon les périodes : soutien à la construction navale, à la pêche, réglementation et suivi des activités commerciales, liens avec les compagnies maritimes ;
- la participation aux sources de l'histoire individuelle : par les dossiers de carrière des fonctionnaires de la Marine marchande et des personnels des affaires maritimes dans les ports, mais aussi par les dossiers de distinctions honorifiques propres au domaine maritime.

Lien vers le guide des sources : https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/mm/media/download/FRAN_ANX_013475.pdf

Propositions de sujets dans ce domaine :

- **L'Office scientifique et technique des pêches maritimes (OSTPM) devenu institut ISTPM puis absorbé dans IFREMER en 1984**

Fonctionnement, activité sanitaire et scientifique pour le contrôle de la conchyliculture et le développement des cultures marines.

Campagnes scientifiques des navires de recherche de l'office depuis les années 1920 (identification des ressources halieutiques et de leurs mouvements).

Impact sur la gestion des pêches, l'identification de la raréfaction des ressources.

Développement de la recherche en biologie marine au XXe siècle. Activité des laboratoires situés sur tout le littoral.

Le fonds permet également d'étudier le paysage géographique et économique de l'activité conchylicole sur l'ensemble du territoire, son évolution.

L'ensemble du fonds représente près de 140 mètres linéaires de 1852 à nos jours, dont 84 ml traitent du contrôle sanitaire.

- **Etude des personnels de l'administration maritime centrale et déconcentrée (« services extérieurs » dans les ports)**

Dossiers de carrière des personnels civils et militaires des services extérieurs de la marine marchande nés entre 1880 et 1910 (en cours d'inventaire).

Certains dossiers encore sous délai de communicabilité 50 ans et nécessiteraient une dérogation à demander.

- **La mise en place et le développement du service de santé des gens de mer à partir des années 40**

6 versements de ce producteur pour 12 ml. Dates extrêmes : environ 1940-1980

Certaines cotes soumises à délai de 120 ans (secret médical) ou 50 ans nécessiteraient une dérogation.

- **Mutations de la profession de marin au cours du XXe siècle**

Les archives du bureau du travail maritime et de l'emploi permettent d'étudier l'évolution de la réglementation du travail maritime (Code du travail maritime adopté en 1926), les conflits

sociaux qui ont eu lieu depuis les années 50, la mutation technique de la profession, le contexte induit par l'internationalisation du pavillon et des personnels.

16 versements (environ 50 ml), portant sur les années 30 aux années 80

Météorologie : les données météorologiques maritimes (XIXe-XXe siècles)

Les données de relevés météorologiques en milieu maritime ont, pour le monde anglo-saxon, donné lieu à une base de données sur la période 1850-1920. Des travaux récents évoquent la richesse de ces sources d'archives : voir « The Importance and Scientific Value of Long Weather and Climate Records; Examples of Historical Marine Data Efforts across the Globe », *Climate* 2024, 12, 39. <https://doi.org/10.3390/cli12030039>

Aux Archives nationales plusieurs fonds de Météo-France contiennent des journaux de bords météorologiques de navires qui renseignent plusieurs fois par jours la température, la pression, la force du vent, l'état du ciel chaque jour des traversées. Ces livrets remis aux ports étaient renvoyés aux services centraux et ceux conservés aux Archives nationales couvrent le début du XIXe siècle jusqu'à la fin du XXe siècle avec notamment la collecte des informations des navires Jacques Cartier ou Mermoz dédiés à la météorologie en mer.

Dans les conditions actuelles de consultation, seuls les versements 19820547 (1890-1923) et 19820586/1-106 (1805-1939) sont accessibles et représentent plusieurs centaines de carnets classés par années et par noms de bateaux qui peuvent être exploités par un chercheur.

Mines : les mines en France au XIXe siècle à travers les procès-verbaux d'inspection et d'accident de l'administration des mines.

La loi du 28 juillet 1791 établit le principe selon lequel « les mines et les minières sont à la disposition de la nation ». L'exploitation requiert désormais une permission préalable c'est-à-dire une concession par opposition à un droit d'accession que revendiquaient les propriétaires des terrains. Sous Napoléon Ier, la loi du 21 avril 1810 confirme cette notion de concession, et le décret du 3 janvier 1813 en décrit les modalités de contrôle par l'Etat. La genèse de ce texte se fait dans un contexte de catastrophe avec deux accidents déclencheurs se produisant dans le département de l'Ourthe (actuelle Belgique) : celui de la mine du Horloz en janvier 1812 et celui de la mine de Beaujonc en février 1812 (toutes deux près de Liège).

Ce décret de 1813 prévoit la rédaction de procès-verbaux d'inspection des mines et carrières, qui constituent une source riche pour l'histoire de la mine et des mineurs en France au XIXe siècle. Cette série chronologique couvre de manière complète l'ensemble du territoire métropolitain et mérite une étude croisée avec les ressources des fonds des archives

départementales des régions minières. La série des procès-verbaux d'accident de mine (complète seulement de la Restauration à la fin du Second Empire) fournit également de précieux renseignements pour appréhender tant la perception des accidents miniers par l'administration (recherche des causes, responsabilités et élaboration d'une statistique) et l'opinion publique, que la vie quotidienne des mineurs.

F/14/3821 à 3907. Surveillance des mines : procès-verbaux de visite (An III-1885)

F/14/8281 à 8357. Surveillance des mines : procès-verbaux de visite (1886-1900)

F/14/4196 à 4214. Accidents de mines : correspondance, procès-verbaux et rapports d'ingénieurs (1822-1870)

Outre-mer et coopération- les chargés de mission géographiques du ministère de la Coopération (1960-1985)

Les chargés de mission géographiques du ministère de la Coopération français assumaient la responsabilité du suivi et de l'exécution des politiques de développement bilatérales entre la France et de nombreux États africains, notamment la Mauritanie, la Côte d'Ivoire, la République centrafricaine, le Tchad, le Sénégal, le Mali, le Niger, le Burkina Faso, le Bénin, le Gabon et le Cameroun. Leur fonction consistait à analyser la situation politique, économique et budgétaire des pays partenaires, à coordonner l'action française et à évaluer les projets de coopération dans des secteurs aussi variés que ceux de l'agriculture, de l'exploitation minière, de l'éducation, de la santé, des infrastructures, ou encore de la recherche scientifique et de la coopération militaire. Ces acteurs occupaient également une position centrale dans les négociations diplomatiques, l'organisation des visites officielles et la coordination des commissions mixtes franco-africaines.

Les archives de ces missions constituent un corpus administratif et technique qui permet d'offrir une lecture approfondie des relations bilatérales franco-africaines, des dynamiques de développement et des mécanismes d'intervention à l'œuvre. Ces documents représentent une ressource intéressante pour l'analyse de l'histoire de la coopération franco-africaine, l'étude des stratégies nationales postcoloniales et l'examen des enjeux liés à la gouvernance de l'aide au développement. En définitive, l'étude de ces archives permet d'appréhender la complexité des relations qui ont structuré les rapports entre la France et les États africains au lendemain de leur accession à l'indépendance.

Liens vers les instruments de recherche :

19840224/1-19840224/21 Sous dérogation (vie privée 50 ans) https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_021249

Les autres versements sont librement communicables : 19850155/1-19850155/18 https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_060143; 19860345/1-

19860345/2 https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_013024 ;
19850159/1-19850159/13 https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_007154 ; 19850149/1-19850149/25 https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_007144 ;
19850151/1-19850151/19 https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_007146 ; 19850148/1-19850148/17 https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_007143 ; 19850156/1-19850156/6 https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_007151 ;
19850146/1-19850146/15 https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_007141 ; 19850154/1-19850154/15 https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_007149 ;
19850157/1-19850157/6 https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_007152 ; 19850152/1-19850152/6 https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_007147 ; 19850150/1-19850150/4 https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_007145 ;
19850160/1-19850160/5 https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_007155 ; 19850153/1-19850153/12 https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_007148 ; 19850161/1-19850161/3 https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_007156 ;
19830459/1-19830459/40 https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_053967 ; 20000137/1-20000137/75 https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_023008

Population et migrations

Les dossiers relatifs aux politiques migratoires et démographiques sont présents dans les fonds des ministères chargés des Affaires sociales jusqu'en 2008. Un instrument de recherche général d'orientation a été réalisé, comportant une première partie sur les administrations centrales (publiée) et une seconde (en cours de finalisation) sur les opérateurs : https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_060742

Une introduction historique fournie, notamment sur l'histoire des rattachements administratifs et des périmètres de compétences, est proposée à chacun de ces deux niveaux (administration centrale / opérateurs).

Seconde Guerre mondiale – la spoliation des biens juifs au prisme des archives notariales parisiennes

La politique de spoliation des Juifs initiée par l'État allemand a été exportée dans les territoires occupés et adoptée par les régimes alliés au Reich, à l'instar du régime de Vichy. L'État français en intègre dès 1940 les principes dans le cadre de sa politique antisémite. Il promulgue à cet effet un arsenal législatif spécifique visant à « éliminer toute influence juive dans l'économie nationale » (loi du 22 juillet 1941).

La spoliation systématique des entreprises et des biens appartenant aux Juifs est ainsi engagée sur l'ensemble du territoire français. De l'identification des Juifs et de leurs biens jusqu'à l'« aryanisation » de ces derniers par la vente ou la liquidation, c'est un processus administratif efficace qui est mis en place, impliquant non seulement un nombre important d'administrations de l'État français, mais également de larges pans de la société.

Depuis une dizaine d'années, le Département du Minutier central des notaires de Paris a collecté et mis à disposition des usagers les minutes de notaires parisiens passées entre 1940 et 1944. Il a identifié, pour l'instant (1^{er} avril 2026), au sein de 67 minutiers, 2769 actes relatifs des biens juifs spoliés. Ces documents d'archives inédits éclairent d'un nouveau jour le processus de spoliation des biens appartenant aux juifs.

Prosopographie familiale - les Motier de La Fayette, un lignage de la France centrale entre Moyen Âge et première modernité

Les ancêtres du marquis de La Fayette, à l'origine modestes seigneurs auvergnats, souffrent d'une relative méconnaissance, même parmi les spécialistes. La guerre de Cent ans favorise leur émergence, leur accession à de hautes charges militaires et curiales et l'expansion de leurs possessions et les lie désormais à la « grande » histoire de France.

L'étude de ce groupe lignager dans son organisation, son fonctionnement, de l'articulation entre les parcours individuels et la dynamique collective, dans son positionnement et son rôle politique tant en Auvergne et qu'à la cour de France sur le temps long, permettrait par une approche comparative d'estimer en quoi il serait exemplaire des évolutions qui affectent alors la noblesse d'épée auvergnate et plus généralement l'aristocratie militaire française, ou ce qu'il aurait de plus singulier.

Le traitement scientifique du sujet exigera le dépouillement de nombreuses sources primaires, entre autres, dans les fonds du Moyen Âge et de l'Ancien Régime des Archives nationales, où plusieurs grandes séries seront à dépouiller en priorité :

- J et JJ, K et KK qui éclairent les cursus honorum au service des rois, les rétributions, dons et autres gratifications des monarques, repérables dans les documents comptables, les rapports avec le pouvoir royal mais aussi avec les comtes d'Auvergne ;
- M, concernant l'histoire familiale ancienne ;
- P et PP (Chambre des comptes), afin de cerner les relations féodo-vassaliques dans les hommages, aveux et dénombremets et en particulier avec les Bourbon ;
- Q1 et Q1* (principalement le Puy-de-Dôme), pour l'étude des possessions, des pouvoirs et revenus seigneuriaux, de la gestion domaniale, sans négliger les apports potentiels des archives notariales parisiennes (Minutier central des notaires parisiens) ;
- R2, qui contient d'importantes archives de la maison de La Tour ;

- X, en raison des très nombreux contentieux et procès portés au parlement de Paris, notamment au XVe siècle, à éventuellement compléter pour le XVIe siècle avec les archives d'autres juridictions conservées dans les séries V (prévôté et requêtes de l'Hôtel, Grand conseil) et Z (Cour des aides).

Sociologie

➤ Proposition 1 : Sciences humaines et sociales : archives de sociologues

Depuis les années 1980, les institutions patrimoniales accordent une attention croissante aux archives personnelles et scientifiques des chercheurs en sciences humaines et sociales, témoins de pratiques d'enquête, de réseaux intellectuels et de débats disciplinaires. Les Archives nationales conservent un ensemble de fonds de sociologues couvrant la seconde moitié du XX^e siècle.

Ces fonds documentent l'intégralité du cycle de la recherche – formation, enquêtes de terrain, élaboration des publications, activités institutionnelles et correspondances savantes – dans des spécialités aussi diverses que la sociologie de l'immigration (Abdelmalek Sayad, 1933-1998), la sociologie du loisir et de la culture (Joffre Dumazedier, 1913-2002), la sociologie politique et des élites (Pierre Grémion, 1937-... ; Victor Karady, 1936-...), la sociologie pénale et l'économie informelle (Thierry Godefroy, 1947-...) et la sociologie des sciences (Bruno Latour, 1947-2022).

La richesse et la diversité de cet ensemble ouvrent des perspectives de recherche à plusieurs niveaux. Un mémoire de master pourrait s'attacher à un fonds unique, en suivant par exemple le dossier d'une enquête de terrain spécifique, l'analyse d'un réseau de correspondance ou l'histoire matérielle d'un type documentaire (fichier, carnet de notes, tapuscrit annoté). Un projet doctoral pourrait adopter une perspective comparative entre plusieurs fonds, en interrogeant la circulation des méthodes d'enquête au sein d'une même génération sociologique, la constitution d'un sous-champ disciplinaire à travers les archives de ses acteurs, ou encore les modalités de construction d'une carrière scientifique dans la France d'après-guerre.

Liens vers les instruments de recherche publiés :

-Abdelmalek Sayad :	https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_055005
-Joffre Dumazedier :	https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_050233
-Pierre Grémion :	https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_050883
-Victor Karady :	https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_059507
-Thierry Godefroy :	https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_051122

➤ **Proposition 2 : Sociologie de l'immigration : archives d'Abdelmalek Sayad (1933-1998)**

Abdelmalek Sayad (1933-1998), sociologue algérien chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), est l'une des figures fondatrices de la sociologie de l'immigration en France. Il consacre l'ensemble de sa carrière à l'étude de la condition des immigrés algériens en France. Ses archives, conservées aux Archives nationales, constituent un corpus de premier ordre pour l'histoire de la sociologie française de l'immigration et des sciences sociales du fait migratoire.

Les archives couvrent l'intégralité du cycle de la recherche : archives personnelles, carrière au CNRS (1964-1998), correspondance scientifique – notamment avec Pierre Bourdieu, présent dans le fonds par des tapuscrits annotés et une correspondance suivie –, 28 carnets de notes de terrain, enquêtes sur le logement, la naturalisation et les conditions de travail des immigrés.

Ce fonds se prête à des recherches à plusieurs niveaux. Un mémoire de master pourrait se concentrer sur une enquête de terrain circonscrite en interrogeant la construction d'un objet sociologique à partir de ses matériaux bruts. Un projet doctoral pourrait adopter une perspective comparative, en croisant les archives d'Abdelmalek Sayad avec celles d'autres acteurs du champ (notamment les fonds ministériels sur les politiques migratoires conservés aux Archives nationales, pour lesquels un instrument de recherche d'orientation est disponible en ligne : https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_060742) pour retracer la constitution de la sociologie de l'immigration comme sous-discipline, ou étudier les circulations entre terrain algérien et terrain français dans la production scientifique des années 1960-1990.

Lien vers l'instrument de recherche :

Abdelmalek Sayad :
nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_055005

[https://www.siv.archives-](https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_055005)

Sport- handisports et sports adaptés

Par handisport, est entendu tout sport dont les règles ont été aménagées pour qu'il puisse être pratiqué par des personnes ayant un handicap physique ou sensoriel ; on parle de sport adapté lorsque ces aménagements s'adressent à des personnes ayant un handicap mental.

Dans le cadre des actions liées aux Jeux de Paris 2024, un état des sources spécifique a été réalisé : https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/mm/media/download/FRAN_ANX_013904.pdf

Les sources documentant cette thématique peu développée dans l'historiographie sont présentées par grand type de producteur : documents provenant en premier lieu du ministère chargé des Sports – c'est en effet le domaine où l'on trouvera la plus grande partie des fonds en lien avec les thématiques handisports et sports adaptés ; archives produites par la présidence de la République, les différents départements ministériels et opérateurs nationaux ; ou encore archives de fédérations, d'associations et de personnes.

Théâtre- fonctionnaires et auteurs dramatiques

Un certain nombre d'auteurs dramatiques des pièces de théâtre dont les manuscrits sont conservés aux Archives nationales (sous-série F/18) étaient fonctionnaires dans des ministères. Les Archives nationales conservent également en partie leurs dossiers de carrière.

Urbanisme et aménagement du territoire

Archives relatives à la mise en place du Plan Construction / Plan Urbanisme Construction

Ces archives traitent d'un dispositif mis en place à la fin des années 1960 et au début des années 1970. Celui-ci visait à coordonner la réflexion autour des sujets liés à la construction (architecture, urbanisme, matériaux), l'habitat, à répondre à des problématiques sociales (nouveaux besoins des habitants, question de la participation aux décisions), environnementales (normes d'isolation). Il fait écho aux problèmes rencontrés dans les grands ensembles.

Ce dispositif a fait naître en parallèle des administrations spécifiques telles que la Mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques ou des projets comme le Programme Architecture Nouvelle.

Pour le Plan Construction :

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_012422

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_054887

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_015744

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_009802

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_018519

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_015905

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_059846

Pour le PAN :

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_012423

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_007320

Pour la Mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques :

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_012424

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_015669

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_015680

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_015681

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_013463

Enquêtes sociales et urbaines du ministère de la Construction puis de l'Équipement

Le corpus des enquêtes sociales / sociologiques de la direction de l'habitat et de la construction est intéressant, il regroupe des suites cohérentes de versements.

Le travail sur ces sources permet de mieux comprendre les modes de vie des habitants, leurs attentes, les choix qui sont faits par les politiques, les décisions prises en matière de normes de construction, choix d'organisation de l'habitat, cadre de vie. Ce fonds fait écho aux politiques de la ville mises en œuvre au milieu des années 1970.

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_017347

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_017348

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_017358

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_011437

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_011440